

J. L. M. Billot à S. Exc. M. Casimir-Perier

Direction Politique

N° 6.

Troubles en Sicile. Proclamation
de l'état de siège.

Rome, le 9 janvier 1894

M. le Président, Dans un rapport du 29th j'ai parlé déjà des troubles dont la Sicile est le théâtre, des causes et du caractère de ces agitations, ainsi que des premières mesures prises par le Gouvernement italien pour y remédier. La situation n'a fait qu'empirer depuis lors. Bientôt le désordre a été porté à son comble, notamment dans les provinces de palerme et de trapani. On voyait dans chaque commune rurale, le peuple des travailleurs se soulever successivement, réclamant l'abolition des octrois et des taxes sur les objets de consommation, brûlant les bureaux de perception, menaçant les municipalités impuissantes. Sur plusieurs points, des conflits s'engageaient entre la foule et la troupe, ou bien la populace déchaînée se livrait à d'abominables excès. C'est ainsi qu'à Gibellina (trapani), le préteur du Canton était massacré de la manière sauvage. A Pietrapersia, près de Palerme, les bersaglieri étaient obligés de faire usage de leurs armes: l'affaire comptait huit

morts et 15 blessés. A Marineo, 15 morts et une quarantaine de blessés. Chaque jour des échauffourées nouvelles étaient signalées sur plusieurs points. L'exemple devenait contagieux et la rébellion gagnait rapidement du terrain. Il n'était que temps d'agir pour empêcher un soulèvement général.

Déjà, comme on sait, le Commandant du Corps d'armée de la Sicile avait été nommé Commissaire Extraordinaire avec pleins pouvoirs. Le Gouvernement Royal n'hésitait pas à suspendre les libertés constitutionnelles et l'application des lois ordinaires, pour organiser la dictature militaire. A la date du 1^{er} janvier, un décret royal contresigné par tous les ministres plaçait la Sicile sous le régime de l'état de siège. Vous trouverez ci-joint la traduction intégrale de cet acte, qui met les autorités civiles et militaires de l'île sous l'autorité immédiate du Comm^{te} du Corps d'armée en lui conférant une dictature sans limites.

Le G^{al} Morra ne perdait pas une minute pour en porter les dispositions à la connaissance des intéressés et manifester, par des mesures énergiques, sa ferme volonté de rétablir la paix. Des affiches placardées dans toutes les communes défendaient les

attroupements sur les voies publiques et paralyaient les associations des travailleurs en prohibant la réunion de leurs bureaux. La presse était soumise à une censure sévère et la télégraphie en chiffres interdite. Des perquisitions se succédaient chez les meneurs du mouvement socialiste. A Catane, à Trapani, à Messine et à Girgenti, les présidents des "fasci lavoratori" étaient incarcérés. Enfin, à Palerme même, l'autorité militaire faisait procéder à l'arrestation du député de Felice Guiffrida, l'un des têtes du parti radical, l'organisateur et le chef suprême des fasci dans l'île.

En même temps, le pouvoir central avisait aux moyens de porter rapidement en Sicile les forces nécessaires pour briser toutes les résistances. Vous savez que les réservistes de la classe 1869 avaient été, il y a quinze jours, rappelés sous les drapeaux dans les corps d'armée de Vérone, de Rome et de Naples. La mesure était généralisée : un ordre télégraphique rappelait pour le 9 janvier tous les hommes de la première catégorie de la classe 1869, appartenant à l'infanterie et aux bersaglieri, dans les corps d'armée de Turin, d'Alexandrie, de Milan, de Plaisance et de Florence. Ces recrues sont destinées

à renforcer les 27 bataillons qui sont déjà en Sicile, et à compléter huit régiments d'infanterie et un de bersaglieri, qui vont être embarqués pour l'île dans les ports de Gênes, Livourne et Naples. On calcule que vers la fin de ce mois, le G^{al} Morra disposera d'une armée d'environ 45 000 hommes. Enfin un autre décret royal, du 7 janvier, rappelle sous les drapeaux les hommes (infanterie, et bersaglieri) de la classe 1866 pour combler les vides créés dans les corps continentaux par l'envoi en Sicile des troupes sus-mentionnées.

Je ne m'étends pas davantage sur ce sujet, notre Attaché Militaire envoyant au Ministère de la Guerre, par le même courrier, un exposé détaillé des mesures adoptées et des conséquences qui en résulteront pour la dislocation de l'armée italienne dans l'île et sur le continent. Je n'ajoute qu'une observation qui n'aura certainement pas échappé à votre sollicitude. On ne peut contester que l'envoi d'aussi gros renforts en Sicile ne soit justifié par les circonstances, et il est à présumer que, durant quelques semaines, leur action ne pourra que s'appliquer sur place à une tâche difficile et absorbante. Il n'en résulte pas moins, que pendant des mois, le Gouvernement italien va entretenir une véritable armée

constituée sur le pied de guerre et concentrée sur un point d'où, en cas de guerre internationale, elle menacerait nos possessions d'Afrique. Je n'insiste pas sur un danger que la situation de l'Europe et de l'Italie en particulier rend peu probable et dont je n'entends nullement grossir la gravité. Cependant il y a là, ce semble, une éventualité qu'il ne faut pas perdre de vue, et dont il conviendra de tenir compte pour l'organisation des défenses de la Tunisie.

Pour en revenir à la Sicile, je dois constater, en terminant, que l'énergie déployée par le Gouvernement italien paraît y produire un effet salutaire. Les manifestations bruyantes s'y succèdent encore dans un grand nombre de localités. Une fermentation menaçante gronde toujours dans les provinces de l'Ouest; cependant, depuis 3 jours on n'y signale plus de ces collisions sanglantes et simultanées qui apparaissent la semaine dernière comme le prélude d'un soulèvement général. Nul doute que, dans quelques jours, la population désarmée ne soit hors d'état de lutter avec les forces organisées que le G^{al} Morra aura sous la main. mais les causes de la révolte subsistent.

aggravées par les désordres qui paralysent, depuis le commencement de l'hiver, l'agriculture, l'industrie et le commerce. En dépit de la surveillance des autorités, les excitations ne manqueront pas à la population insulaire qui souffre de la faim et de la misère. On assure que les meneurs reçoivent de fréquents subsides des socialistes d'Allemagne et de France. Le parti bouboinnien se reconstitue et conspire, exploitant les souffrances actuelles de la population, pour réveiller les souvenirs confus d'un temps où, à défaut de libertés, les paysans avaient la vie plus facile et n'étaient pas écorchés par les charges publiques.

Le Gouvernement italien réussira-t-il à triompher des obstacles qui compliquent sa tâche et à restaurer dans l'île un ordre durable? On serait tenté d'en douter quand on considère les difficultés avec lesquelles il est aux prises ailleurs, le contre coup que les affaires de Sicile exercent dans le royaume, où les agitations populaires se succèdent dans presque toutes les provinces, les embarras financiers qui entravent l'action du pouvoir central et le désordre qui subsiste dans tous les esprits.

Venillez.

Signé: Billot.